



1010176802

DATE DEPOT : 2010-11-22

NUMERO DE DEPOT : 101768

N° GESTION : 2006B07891

N° SIREN : 487997520

DENOMINATION : FIDUCIAIRE EXPERTISE AUDIT

ADRESSE : 134 boulevard Haussmann 75008 Paris

DATE D'ACTE : 2010/10/18

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris

I M R

22 NOV. 2010

N DE DEPOT 161708

060 7891

« FIDUCIAIRE EXPERTISE AUDIT »

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

AU CAPITAL DE 1.077.000 €

**SIEGE SOCIAL : 134 Boulevard Haussmann
75008 PARIS**

487 997 520 RCS PARIS

STATUTS

Mis à jour au 18/10/2010

CERTIFIE CONFORME



TITRE PREMIER

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et celles qui pourraient l'être ultérieurement une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant cette forme de Société et celles régissant les professions et statuts d'experts comptables et de commissaires aux comptes, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet l'exercice des missions d'expert comptable et de commissaire aux comptes en application de la législation en vigueur ou prévue par les normes ou les usages professionnels.

Et généralement, toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, de nature à favoriser sa réalisation ou son développement.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination sociale est « FIDUCIAIRE EXPERTISE AUDIT »

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale ou sous son sigle éventuel.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège social est fixé à PARIS (75008), 134 Boulevard Haussmann.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision d'un ou des gérants qui modifiera les statuts en conséquence, sous réserve de

l'approbation par la prochaine décision extraordinaire des associés, et en tout autre lieu, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La société a une durée de 99 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette immatriculation ne pourra intervenir qu'après son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.

**ARTICLE 6 - APPORTS**

Les soussignés apportent à la société :

- M. Jean-François MAGAT, la somme en espèces de HUIT MILLE EUROS (8.000 €)
ci 8.000,00 €

Ladite somme provenant de la communauté de biens existant entre Mme Christine TALICHET, épouse MAGAT et son conjoint, Mme Christine MAGAT a été avertie préalablement de cet apport par lettre recommandée avec accusé de réception du 18/11/2005, comportant toutes précisions utiles quant aux finalités et modalités pratiques de l'opération d'apport en espèces à la présente Société envisagée par son conjoint.

En application de l'Article 1832-2 C. Civ., Mme Christine MAGAT, conjoint de l'apporteur, n'a pas notifié à la Société son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites par son conjoint sous réserve de tous ses droits d'exercer, ultérieurement à l'opération d'apport, cette faculté.

- M. Didier BOUFFLERD, la somme en espèces de MILLE EUROS (1.000 €)
ci 1.000,00 €

Ladite somme provenant de la communauté de biens existant entre Mme Dominique DUPUIS, épouse BOUFFLERD et son conjoint, Mme Dominique BOUFFLERD a été avertie préalablement de cet apport par lettre recommandée avec accusé de réception du 18/11/2005, comportant toutes précisions utiles quant aux finalités et modalités pratiques de l'opération d'apport en espèces à la présente Société envisagée par son conjoint.

En application de l'Article 1832-2 C. Civ., Mme Dominique BOUFFLERD, conjoint de l'apporteur, n'a pas notifié à la Société son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites par son conjoint sous réserve de tous ses droits d'exercer, ultérieurement à l'opération d'apport, cette faculté.

- Mme Corinne MARTIAL, la somme en espèces de MILLE EUROS (1.000 €)
ci 1.000,00 €

TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE :

DIX MILLE EUROS (10.000 €) , ci 10.000,00 €

Laquelle somme de DIX MILLE EUROS (10.000 €) a été déposée par les associés, conformément à la loi, ainsi qu'il résulte d'une attestation de dépôt du 20/12/2005 au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, au CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE-LOIRE, Agence de ROANNE (42300), Allée Nicolas Sébastien sous le n° 72802202530.

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 07/12/2006, il a été décidé :

- Dans un premier temps d'augmenter le capital social de 617.000 € pour le porter de 10.000 € à 627.000 € par création de 61.700 parts sociales nouvelles de 10 € de nominal chacune, numérotées de 1.001 à 62.700, entièrement souscrites, libérées et attribuées à M. Jean-François MAGAT, apporteur, en rémunération de son apport de 80.600 actions de la Société FIDUCIAIRE EXPERTISES CONSEILS.
- Dans un deuxième temps d'augmenter le capital social de 450.000 € pour le porter de 627.000 € à 1.077.000 € par création de 45.000 parts sociales nouvelles de 10 € de nominal chacune, numérotées de 62.701 à 107.700, entièrement souscrites, intégralement libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTIS – LISTE DES ASSOCIES

« Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION SOIXANTE-DIX SEPT MILLE EUROS (1.077.000 €) divisé en CENT SEPT MILLE SEPT CENTS (107.700) parts sociales de 10 € de nominal chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, lesquelles sont attribuées à :

- M. Jean-François MAGAT, expert comptable et commissaire aux comptes, à concurrence de 62.499 parts portant les numéros 1 à 799 et 1.001 à 62.700 inclus, représentant un capital de 624.990 €
ci 62.499 parts
- M. Jean-Pierre RAYNAL, expert comptable et commissaire aux comptes, à concurrence de 20.001 parts portant les numéros 800 et 62.701 à 82.700, représentant un capital de 200.010 €
ci 20.001 parts
- M. Didier BOUFFLERD, expert comptable et commissaire aux comptes, à concurrence de 20.100 parts portant les numéros 801 à 900 et 82.701 à 102.700 inclus, représentant un capital de 201.000 €
ci 20.100 parts
- Mme Corinne MARTIAL, diplômée d'expertise comptable et commissaire aux comptes, à concurrence de 5.100 parts portant les numéros 901 à 1.000 et 102.701 à 107.700 inclus, représentant un capital de 51.000 €
ci 5.100 parts

**TOTAL : 107.700 PARTS SOCIALES REPRESENTANT LE MONTANT DU CAPITAL SOCIAL,
SOIT 107.700 parts**

La société membre de l'Ordre communiquera annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

2. The second part of the document focuses on the implementation of the proposed changes. It details the steps involved in the rollout process, from initial planning to final execution. This section also addresses potential challenges and provides strategies to overcome them, ensuring a smooth transition to the new system.

3. The third part of the document discusses the ongoing monitoring and evaluation of the project. It highlights the need for continuous communication and collaboration between all stakeholders involved. This section also provides a timeline for the project, indicating key milestones and deadlines.

4. The fourth part of the document discusses the future outlook for the organization. It outlines the long-term goals and objectives, as well as the strategies to achieve them. This section also provides a summary of the key findings and recommendations from the project, serving as a guide for future decision-making.

5. The fifth part of the document discusses the conclusion of the project. It summarizes the overall results and achievements, as well as the lessons learned from the experience. This section also provides a final statement of support for the organization and its future success.

Les soussignés prennent acte de ce que :

- Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25% de l'ensemble du capital des deux sociétés .
- Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des experts-comptables, directement ou par l'intermédiaire d'une autre société inscrite à l'Ordre . Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des parts que les Experts Comptables détiennent dans le capital de la société « mère ».

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Toute personne entrant dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, et qui serait soumise à l'agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 13, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.



ARTICLE 9 – REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résultera des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

Une copie ou un extrait de ces actes certifié par la gérance pourra être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES PARTS

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par mandataire désigné conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans l'actif social.

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour

obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales, en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

ARTICLE 12 – ADHESION AUX STATUTS

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières en quelques mains qu'elles passent.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

ARTICLE 13 – CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

A – Forme et modalités de la cession

Dans tous les cas où la cession des parts est autorisée par la loi ou les présents statuts, elle sera constatée par écrit.

La cession est rendue opposable à la société dans les formes légales et réglementaires en vigueur.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

B – Cession à des tiers non associés

1. Agrément des cessions

Les parts ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit aux tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales.

Le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société et à chacun des associés.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 3 mois à compter de la dernière des notifications prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

2. Obligation d'achat ou de rachat des parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus dans le délai de 3 mois à compter de ce refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts.

A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts.

Si à l'expiration du délai imparti aucune des solutions prévues aux alinéas 1 et 3 ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, s'il détient ses parts depuis au moins 2 ans, sauf le cas où il les aurait recueillies par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, de donation d'un conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant.

3. Procédure de l'agrément et du rachat

Dans les huit jours qui suivent la notification à la société du projet de cession, la gérance doit consulter les associés dans les conditions fixées par l'article 22 des présents statuts, afin qu'il soit statué sur le consentement à cette cession.

La décision portant consentement ou refus de consentement n'est pas motivée.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé cédant par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans les 30 jours qui suivent la notification de l'agrément, faute de quoi elle devrait à nouveau être soumise par le cédant au consentement des associés dans les conditions sus indiquées.

Si la cession n'est pas agréée, la gérance notifie aussitôt aux associés par lettre recommandée avec avis de réception l'obligation qui leur est faite par la loi d'acquérir ou de faire acquérir les parts offertes dans les délais fixés au paragraphe 2. ci-dessus. Les offres d'achat doivent être adressées par les associés à la gérance par lettre recommandée avec avis de réception dans les quinze jours qui suivent la notification de l'obligation légale d'achat.

La répartition entre les associés acheteurs de parts sociales offertes est effectuée par la gérance proportionnellement aux parts possédées par ces associés et dans la limite de leur demande. S'il y a lieu les fractions de parts sont attribuées par voie de tirage au sort, auquel il est procédé par la gérance, en présence des associés acheteurs ou eux dûment appelés, à autant d'associés acheteurs qu'il reste de parts à attribuer.

Si aucune demande d'achat n'a été adressée à la gérance dans le délai ci-dessus ou si ces demandes ne portent pas sur la totalité des parts offertes, la gérance peut faire acheter les parts disponibles par un tiers, sous réserve de faire agréer celui-ci par la majorité des associés représentant les 3/4 des parts sociales.

En l'absence d'achat par les associés ou par un tiers acheteur, comme en cas de refus d'agrément de ces associés ou de ce tiers par les associés, et sous réserve de l'accord de l'associé vendeur pour le rachat de ses parts par la société, la gérance doit consulter les associés, dans les conditions fixées par l'article 20 des présents statuts, à l'effet de décider s'il y a lieu de procéder à ce rachat et à la réduction corrélative du capital de la société.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat ci-dessus, le prix des parts est fixé et payé ainsi qu'il est dit sous les paragraphes 4. et 5. ci-dessous.

A compter de la notification du refus d'agrément, l'associé peut à tout moment retirer son offre de vente.

En cas de défaut de consentement de l'associé vendeur au rachat par la société, ou de refus de la collectivité des associés de faire procéder au rachat par la société, comme dans le cas où la collectivité n'aurait pu statuer dans le délai de 3 mois ou le délai supplémentaire visé sous le paragraphe 2. ci-dessus, l'associé vendeur, s'il détient les parts offertes depuis deux ans au moins ou par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, de donation d'un conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, peut réaliser la vente au bénéfice du cessionnaire primitif, pour la totalité des parts cédées nonobstant les offres d'achat partiel, qui auraient été faites par les associés dans les conditions visées au présent paragraphe.

4. Fixation du prix d'achat ou de rachat

Dans le cas où les parts offertes sont acquises par des associés ou par un tiers, la gérance notifie à l'associé cédant les noms, prénoms, qualités et domiciles du ou des acquéreurs et le prix de cession des parts fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord, un expert désigné par les parties est chargé de fixer ce prix, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil ;

En cas de désaccord sur la désignation de l'expert, cette désignation est faite à la demande de la partie la plus diligente par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

Dans le cas où les parts sont rachetées par la société et si les parties n'ont pu se mettre d'accord ni sur le prix, ni sur la désignation de l'expert, celui-ci est désigné ainsi qu'il est dit ci-dessus, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

Lorsque le prix est fixé par expert, les frais d'expertise sont supportés par moitié par l'associé vendeur et par moitié par les acheteurs au prorata du nombre de parts acquises par chacun d'entre eux. En cas de rachat par la société, ces frais sont supportés par moitié par l'associé vendeur et par moitié par la société.

Les frais d'acte sont à la charge des acheteurs.

5. Paiement du prix

Dans le cas d'achat par les associés ou par un tiers, le prix d'achat est payable comptant lors de la signature de l'acte constatant la cession des parts, sous réserve de l'accord du vendeur pour consentir des délais de paiement.

Dans le cas de rachat par la société, le prix est également payé comptant, à moins que, conformément aux dispositions légales en vigueur, un délai de paiement soit accordé par décision judiciaire, les sommes dues portant intérêt au taux légal en matière commerciale.

La signature de l'acte d'achat ou de rachat doit intervenir dans les 30 jours de la détermination du prix.

6. Droit au dividende

Il est stipulé que le ou les acquéreurs auront seuls droit à la totalité du dividende afférent à la période courue depuis la clôture du dernier exercice précédent la demande d'agrément par l'associé vendeur jusqu'au jour de la signature de l'acte d'achat ou de rachat.

C – Cession à des associés

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

D – Cession entre conjoints et entre ascendants et descendants

Les parts ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit entre conjoints et entre ascendants et descendants, que conformément aux dispositions du B – ci-dessus.

E – Transmission par voie de succession ou de dissolution de communauté de biens entre époux

1. Transmission par voie de succession

En cas de décès d'un associé Commissaire aux Comptes, ses ayants droits disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs parts à un Commissaire aux Comptes.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants droits ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés, représentant les 3/4 des parts sociales lorsque la transmission entraîne l'acquisition de la qualité d'associé.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droits et conjoint doivent justifier de leur qualité, dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété de l'extrait d'un intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit pour la gérance de

requérir de tous notaires la délivrance d'extraits ou d'expéditions de tous actes établissant ladite qualité.

La procédure d'agrément, d'achat ou de rachat, de fixation et de paiement du prix est identique aux dispositions du B – ci-dessus, en matière de cession.

2. Dissolution de communauté de biens du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens, ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex époux qui ne possédait pas la qualité d'associé doit être soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 du capital social.

Le partage est notifié par l'époux ou ex époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société et à chacun des associés, sans préjudice du droit pour la gérance, de requérir du rédacteur de l'acte de liquidation de la communauté un extrait dudit acte.

La procédure d'agrément, d'achat ou de rachat des parts, de fixation et de paiement du prix est identique aux dispositions du B - ci-dessus, en matière de cession.

ARTICLE 14 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 16 – NANTISSEMENT

Lorsqu'un associé a l'intention de donner ses parts en nantissement, il devra en aviser la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le consentement de la société à ce projet emportant agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties devra être donné conformément aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

TITRE IV GERANCE

ARTICLE 17 – GERANCE DE LA SOCIETE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'ordre des experts comptables et sur la liste des Commissaires aux Comptes, et désignés par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales, pour une durée non limitée ou fixée à l'occasion de la nomination. Les gérants sont toujours rééligibles.

Ils sont toujours révocables par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le Gérant peut également renoncer à ses fonctions en prévenant les associés au moins trois mois à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire.

ARTICLE 18 – POUVOIRS DES GERANTS

Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Ils représentent la société à l'égard des tiers, et peuvent, sous leur responsabilité, se faire aider et représenter par des mandataires délégués.

ARTICLE 19 - REMUNERATION DES GERANTS

Chacun des gérants a droit, en rémunération de son travail, et indépendamment de ses frais de représentation, voyages et déplacements, à un salaire annuel fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux dont l'importance et l'augmentation seront déterminés par décision ordinaire des associés, et maintenues jusqu'à décision contraire.

TITRE V DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLES 20 - MODE DE CONSULTATION

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives, qui résultent au choix de la gérance, soit d'une Assemblée Générale, soit d'une consultation par correspondance soit du consentement de tous les associés exprimé par un acte. Toutefois la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice. Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L 223-28 du code de commerce.

ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Les décisions collectives ordinaires exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Aucune décision ordinaire ne pourra être prise sur seconde consultation.

ARTICLE 22 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Les décisions collectives extraordinaires exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Les décisions extraordinaires sont adoptées, sous réserve des exceptions précisées par la loi, par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

TITRE VI
CONTROLE DES COMPTES DE LA SOCIETE

ARTICLE 23 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes pourront être désignés, même en l'absence d'exigence légales ou réglementaires, par décision des associés pour une durée de six exercices.

Leurs fonctions, obligations, responsabilité, révocation et rémunération, sont réglées conformément aux dispositions de la loi et des règlements en vigueur.

TITRE VII
RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 24 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception le premier exercice social commencera à la date de la signature des présents statuts, et sera clôturé le 31 décembre 2006.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société sont rattachés à cet exercice.

ARTICLE 25 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

TITRE VIII

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 26 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 27 - ARBITRAGE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à l'arbitrage du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes ou au Président du Conseil Régional de l'Ordre des experts comptables, selon l'objet du litige ou encore à la majorité des actionnaires, saisie par la partie la plus diligente laquelle désignera tel membre du bureau ou telle commission qu'elle avisera.

Le ou les arbitres désignés par le Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes ou par le Conseil Régional de l'ordre des experts comptables sont tenus de suivre et de respecter les règles de droit commun.